

Sortie de crise : Un impératif !

Soumis par La Rédaction
26-07-2010

Seize mois après le début de ce que, par dépit, l'on a fini par qualifier de "transition politique", la mobilisation autour de la recherche d'une solution de sortie de "crise" - terme plus approprié pour définir les longs mois d'errance, pour une très grande majorité, et d'abondance, pour une toute petite minorité - constitue aujourd'hui la priorité.

Même si les autorités en place ont eu à plusieurs reprises l'occasion de débloquer la situation, on ne peut pas dire que cela a constitué une urgence pour elles. Au contraire, se comportant la plupart du temps comme de véritables "affamés", les divers responsables, petits et grands, n'ont jusqu'ici concentré leur force et leur détermination qu'à se servir de leurs prérogatives, pour littéralement mettre à sac le pays et les ressources dont il dispose.

Les diverses "affaires" dont les médias commencent enfin à se faire l'échos ces derniers temps, donnent un petit aperçu de l'ampleur des dégâts. On peut d'ailleurs noter que les pratiques actuelles n'ont rien à envier à celles du régime précédent et en fouillant un peu, l'on s'aperçoit vite que les acteurs sont à quelque chose près les mêmes.

En effet, la chute de Marc Ravalomanana n'a en rien assaini l'échiquier politique malgache, ses anciens complices s'étant pour la plupart retournés contre lui en rejoignant les rangs des autorités de fait. Les pseudos "succès économiques" des autorités actuelles sont par conséquent le fait de ces transfuges dont nous tairons pour le moment les noms. Cependant pour une meilleure compréhension du mode de procédure, on peut dire que les réseaux tissés du temps de Marc Ravalomanana, notamment en ce qui concerne l'Asie, constituent toujours le gros des sources de revenus dont disposent les autorités actuelles, cela inévitablement au détriment du pays qui continue d'être délesté de ses ressources naturelles sans véritables contreparties.

Face à cette situation qui ne peut qu'entraîner le pays toujours plus au fond du gouffre, il est devenu impératif de trouver une solution pour mettre un terme aux nombreuses dérives constatées.

La mobilisation actuelle de divers acteurs, qu'ils soient issus de la société civile ou encore d'organisations politiques, prouvent qu'il y a enfin une prise de conscience sur les dangers de laisser perdurer une situation dite "transitoire", mais que certains "irresponsables" dénués de toute conscience collective, du sens du devoir et du sens de l'Etat tout court, voudraient voir s'éterniser.

C'est donc vers une solution malgacho-malgache que l'on s'achemine avec, dans la mesure du possible, la participation de toutes les sensibilités, qu'elles soient issues du monde politique ou de la société civile.

Même si les autorités actuelles continuent d'affirmer que "c'est ce qu'elles ont toujours recherché et voulu", la raison et l'expérience des seize mois d'une gouvernance, dont tout le monde a pu constater l'amateurisme mais surtout l'indifférence face aux enjeux que représentent l'avenir du pays et de sa population, devraient aider les observateurs et l'opinion publique à comprendre que le processus en cours, est l'oeuvre de personnes mais également d'entités, dont les valeurs diffèrent sensiblement de celles des concepteurs et des instigateurs de la situation de chaos que nous connaissons depuis maintenant seize mois.

Seules, les diverses entités réunies au sein des diverses organisations prenant part actuellement à la recherche d'une sortie de crise, n'auraient jamais pu parvenir à un compromis sans un catalyseur efficace, lui-même animé d'une bonne dose de détermination.

Le changement d'attitude de la Communauté internationale, en tout cas en ce qui concerne le choix d'une solution malgacho-malgache, n'est également pas fortuite. Même si les autorités actuelles ont longtemps joué sur l'image d'un pouvoir intransigeant, fier de sa souveraineté ; chacun a pu constater qu'il s'agissait surtout - à travers le refus d'appliquer des accords pourtant acceptés et signés par les plus hauts responsables - de continuer de s'accaparer seuls du pouvoir, d'exclure ceux qui n'adhèrent pas à leurs pratiques, et de continuer de perpétuer, en toute quiétude, des actes contraires aux intérêts du pays.

Ce changement d'attitude de la part de la Communauté internationale est donc la réponse à l'émergence d'une nouvelle donne en ce qui concerne la recomposition du paysage politique malgache. Les autorités actuelles n'ont clairement plus le monopole des décisions s'agissant de l'avenir du pays et, l'unilatéralisme dont elles ont fait preuve jusqu'ici, finira par se disloquer d'une façon ou d'une autre.

Au-delà des polémiques, bien souvent stériles, érigées autour de la personnalité de certains des membres qui composent les différentes structures mises en place actuellement, il faut surtout se dire qu'il leur a été assigné une mission, celle de parvenir coûte que coûte à rétablir les bases d'une certaine conception de la République.

Les dérives et l'anarchie constatées durant ces seize derniers mois doivent impérativement cesser et Madagascar

s'engager sur la voie des principes qui régissent la Démocratie et l'esprit républicain.
La Rédaction